

# SUPPLÉMENT 16 PAGES AUX RENCONTRES D'ARLES

CAHIER CENTRAL

# Libération

Kylian Mbappé, jeudi FLORENCE PERNET POUR «LIBÉRATION»

## NUMÉRO SPECIAL LE LIBÉ DES PHOTOGRAPHES

■ Face à la canicule, les travailleurs de première ligne sans échappatoire  
■ En Iran, les femmes se révoltent  
■ Pour sa fête d'indépendance, Trump fait un bide ■ En campagne, Ruffin va au camping ■ Au Mondial, les Bleus impressionnent. 32 PAGES

**IDÉES/**

# Il est encore temps de protéger les photographes

**L'arrivée du numérique, puis de l'intelligence artificielle, précarisent gravement le métier. Une prise de conscience collective est nécessaire.**

Depuis de nombreuses années, nous assistons, impuissants, à l'effondrement économique des métiers liés à la photographie. L'un des premiers éléments déclencheurs a été l'arrivée du numérique au début des années 2000, puis l'avènement des smartphones, qui ont profondément modifié notre rapport à l'image : une augmentation considérable du nombre de photographies produites, une banalisation de la pratique photographique, et une diffusion galopante portée par le développement d'Internet et des réseaux sociaux. Très vite, les effets se sont fait sentir sur nos activités : des commandes de moins en moins nombreuses, des tarifs à la baisse, des budgets rétrécis pour des demandes toujours plus exigeantes, un effondrement de la vente d'archives – autrefois source de revenus réguliers pour les photographes. Des groupes de presse entiers ont cessé de travailler avec les agences et collectifs indépendants, au profit des microstocks ou de Getty Images, agence américaine dont la stratégie de domination du marché mondial de l'image tire les prix vers le bas, rendant toute concurrence vaine.

## **PRÉCARITÉ ET EXPLOITATION**

Durant toutes ces années, nous avons dû nous réinventer, nous ouvrir à de nouvelles compétences et développer de nouvelles activités. Malgré ces déploiements, nos structures peinent à faire face à des situations toujours plus inédites : nous perdons des commandes au profit de pratiques qui exploitent la précarité de jeunes photographes étudiants à peine rémunérés, ou au profit de grands jeux-concours qui contournent toute rémunération des photographes professionnels. Nous perdons des clients au profit d'opérateurs numériques assistés par l'intelligence artificielle. Nous défendons nos auteurs face à des commanditaires qui refusent de payer des droits d'auteur, pourtant obligatoires dès lors qu'une image est utilisée.

Il était nécessaire de nous fédérer, de nous unir pour défendre nos métiers : cette crise ne touche pas seulement nos agences, elle perturbe l'ensemble de notre écosystème. Parmi les missions du Clap figure la réalisation d'études destinées à objectiver ce que nous observons sur le terrain.

C'est ainsi qu'il y a trois ans, nous nous sommes intéressés aux conséquences de ces nouvelles réalités économiques et à ce qu'elles impliquaient pour les photographes : quels étaient leurs rémunérations réelles et leur niveau de vie ? Nous avons produit une étude en commençant par un volet quantitatif, recueillant des dizaines de milliers de données. Nous avions conscience de la précarisation du métier, mais cette étude nous a permis de mesurer à quel point il était devenu fragile et vulnérable économiquement.

En 2022, un quart des photographes interrogés vivaient avec moins que le RSA ; la majorité (62 %) déclarait moins de 20 000 euros de revenus annuels, tandis que seuls 3 % dépassaient les 60 000 euros. Et ce que nous redoutions s'est confirmé : la baisse des rémunérations touche tous les secteurs et tous les statuts puisqu'un quart des photographes a enregistré une perte de revenus de 50 %. Une lente et douloureuse régression amorcée au début des années 2000, accélérée par la crise sanitaire du Covid-19.

Pire encore, la banalisation et l'explosion des demandes de gratuité, devenues presque la norme dans certains secteurs. Des publications ou des expositions qui se font sans rémunération, au prétexte d'une visibilité offerte. Beaucoup de photographes finissent par céder à cette pression, dans l'espoir que cela débouche sur de nouvelles publications ou expositions, cette fois rémunérées, en vain.

La première partie de notre étude a été publiée en 2024. Nous venons de publier l'étude complétée par son volet qualitatif, qui éclaire les réalités économiques du métier grâce à de nombreux entretiens menés auprès de photographes dont les rémunérations annuelles vont de quelques

centaines d'euros à plusieurs centaines de milliers d'euros. Des témoignages qui révèlent toute la complexité vécue par les photographes et pointent de nombreux dysfonctionnements et irrégularités, allant parfois jusqu'à des pratiques illégales de la part des commanditaires. Les conditions d'exercice du métier ont un impact direct sur la vie privée : difficulté à obtenir un logement, projets de parentalité avortés ou retardés, dépendance financière et affective, atteintes à la santé mentale, inquiétudes liées au déploiement de l'intelligence artificielle générative ou à la retraite... Cette étude démontre aussi que le secteur ne déroge pas au triste constat des écarts de rémunération entre les genres dans le secteur culturel. Les femmes photographes restent majoritaires dans la tranche de revenus comprise entre 5 000 et 10 000 euros annuels, et elles sont moins de 30 % parmi les plus hauts revenus. La publication de cette étude a permis à de nombreux photographes de mieux comprendre la réalité du métier dans son ensemble, un métier que l'on sait particulièrement solitaire et isolé. Elle a souvent contribué à déculpabiliser, tant la question de la rémunération reste taboue et peu évoquée entre consœurs et confrères.

## **DÉCLENCHER UNE PRISE DE CONSCIENCE COLLECTIVE**

Alors que nous nous apprêtons à célébrer le bicentenaire de la photographie, comment nous mobiliser pour redresser la situation économique des photographes et, plus largement, des métiers affiliés à la photographie ? Il est urgent de déclencher une prise de conscience collective : faire respecter les droits, protéger les auteurs face au danger que représente l'IA générative, travailler ensemble, se fédérer – tous métiers confondus autour de la photographie – pour une meilleure répartition de la valeur, mettre fin aux pratiques abusives. A l'heure où l'IA génère et manipule les images, la question de la véracité du document photographique devient cruciale. Depuis deux cents ans les photographes documentent le monde, et leurs images constituent l'iconographie des époques traversées : qui documentera le monde si les photographes disparaissent ? La photographie est vivante. Battons-nous pour qu'elle le reste. ♦



**Le Miroir (2007), d'Elina Brotherus, exposée à la MEP (Paris)**

Par  
**LE CLAP**

Le Comité de liaison et d'action pour la photographie est né en 2019. Il réunit cinq agences : Modds, Myop, Signatures, Tendence Floue et VU.



## Ce métier mérite une politique publique

A l'approche de la présidentielle, appel à l'ouverture d'un chantier national afin de doter la photographie d'une politique ambitieuse dont elle a été privée jusqu'ici.

Deux siècles après leur invention, les photographies sont partout. Elles documentent le réel, construisent notre mémoire collective, façonnent nos imaginaires, alimentent les réseaux sociaux et constituent un enjeu culturel, économique, démocratique et stratégique. Industrie créative majeure, outil de démocratie et de rayonnement culturel, la photographie est aujourd'hui menacée comme jamais par l'IA. A l'approche de l'élection présidentielle de 2027, les Etats généraux de la photographie appellent à ouvrir un chantier national afin de bâtir pour elle l'ambition politique dont elle a été privée jusqu'ici.

**Enjeu.** Cette fragilisation ne date pas de l'arrivée de l'IA. Depuis plus de vingt ans, les géants du numérique captent une part croissante de la valeur créée par les images sans qu'une réponse satisfaisante ait été apportée aux enjeux de droit d'auteur et de rémunération des créateurs. L'intelligence artificielle générative ajoute une nouvelle menace. Non seulement elle s'entraîne dans la plus totale opacité sur des millions d'images produites par les photographes sans leur accord ni rémunération, mais elle remplace déjà une partie des commandes dans la publicité, la communication, l'édition ou la mode. Ce ne sont plus seulement les droits d'auteur qui sont en jeu, mais l'ensemble de l'économie de l'image : emplois, revenus, agences, médias et structures qui font vivre la photographie. Face à ce piratage massif, le rapport Voss, à l'échelle euro-

péenne, et la proposition de loi de la sénatrice Laure Darcos - instaurant une présomption d'exploitation des œuvres pour imposer de la transparence aux géants de l'IA - ont tracé la voie d'un sursaut législatif transpartisan. Mais les blocages politiques actuels témoignent d'une dangereuse inertie. Pendant que le temps politique hésite, les modèles s'entraînent et la valeur de la création s'évapore.

Pourtant, contrairement au cinéma, la photographie n'a jamais bénéficié d'une politique publique structurante permettant d'organiser durablement son financement, sa régulation et la protection de celles et ceux qui la créent alors qu'elle est aussi un enjeu de souveraineté et de rayonnement culturel.

La France ne pourrait-elle pas protéger l'image fixe comme elle protège l'image animée ? Depuis près de quatre-vingts ans, notre pays a construit avec le CNC un modèle unique au monde. Son principe est simple : ceux qui tirent une valeur économique de la diffusion des œuvres contribuent à leur financement. Grâce à des mécanismes de redistribution et à une régulation assumée, ce cercle vertueux a permis de préserver un cinéma indépendant, un documentaire exigeant, une diversité culturelle exceptionnelle et des milliers d'emplois qualifiés.

Il a aussi démontré qu'une politique publique ambitieuse ne freine ni l'innovation ni le développement économique. Au contraire, elle permet à la France de conserver une véritable souveraineté culturelle et un puissant pouvoir d'influence.

Face à des acteurs mondiaux dont la puissance financière, technologique et juridique est sans commune mesure avec celle des créateurs et de leurs organisations professionnelles, le rapport de force est profondément déséquilibré. Dans

ce contexte, seule la puissance publique peut fixer les règles du jeu, rétablir un équilibre et garantir un partage équitable de la valeur.

A l'ère des *deepfakes*, de la lutte informationnelle et de la désinformation de masse, le photojournalisme et l'information visuelle indépendants demeurent les garants du lien entre les citoyens et les faits documentés. Priver les photographes de leurs moyens de subsistance revient à désarmer notre démocratie.

**Ambition.** A l'approche de la présidentielle, les Etats généraux de la photographie appellent à une coalition large de l'ensemble de la filière pour construire une politique publique de la création. Un dialogue transpartisan avec l'ensemble des responsables politiques sera engagé afin de construire une véritable politique publique de la photographie. Investir dans la création, organiser un partage plus équitable de la valeur et accompagner l'innovation par des règles claires : telles sont les conditions d'une véritable souveraineté culturelle. Deux cents ans après son invention, la photographie mérite mieux qu'une célébration. Elle mérite une ambition politique.

Depuis 2022, les Etats généraux de la photographie fédèrent dix organisations (1) sur les enjeux économiques, artistiques, juridiques et éthiques dans une dynamique de concertation interprofessionnelle. Les travaux se poursuivent au travers d'ateliers de réflexion et d'actions de lobbying pour défendre la souveraineté française de la photographie et des arts visuels, le soutien à la création et à la filière, le partage de la valeur et la liberté de création. ◆

(1) L'ADAGP, les Agents associés, le Clap, les Filles de la photo, France PhotoBook, le réseau Diagonal, le réseau LUX, la Saif, la Scam et l'Union des photographes professionnels (UPP).

Vous souhaitez participer à cette réflexion ? Vous pouvez écrire à [etatsgenerauxdelaphotographie@gmail.com](mailto:etatsgenerauxdelaphotographie@gmail.com)

Par  
**LES ETATS  
GÉNÉRAUX  
DE LA  
PHOTOGRAPHIE**